

Règlement de procédure du Tribunal Administratif de la Banque des Règlements Internationaux

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1

Champ d'application

1. Le présent règlement (« le Règlement ») fixe la procédure à suivre devant le tribunal administratif de la Banque des Règlements Internationaux (« le Tribunal ») prévu par l'article 4, alinéa 2 de l'Accord entre le Conseil fédéral suisse et la Banque des Règlements Internationaux (« la Banque ») en vue de déterminer le statut juridique de la Banque en Suisse du 10 février 1987 (« l'Accord de Siège ») et institué par le Statut du Tribunal établi par le Conseil d'administration de la Banque (« le Statut du Tribunal »).
2. Il est applicable à tous litiges opposant la Banque à ses fonctionnaires ou anciens fonctionnaires et à leurs ayants droit, portant sur
 - a) les rapports de service,
 - b) les droits et les obligations à l'égard du système de prévoyance de la Banque.
 3. Il est subordonné
 - a) à l'Accord de Siège
 - b) au Statut du Tribunal.

Article 2

Langues de travail du Tribunal

1. Dans les délibérations en Assemblée Plénière ou en Chambre, chaque membre du Tribunal s'exprime, à son choix, dans une des langues de travail du Tribunal, à savoir en anglais, en français ou en allemand.
2. Les actes de procédure sont établis dans la langue en laquelle la demande introductory d'instance a été rédigée conformément à l'article VI alinéa 1 du Statut du Tribunal.
3. Le Greffier peut, à la demande d'un juge ou d'une partie, inviter toute partie qui produit, à titre de preuve documentaire, une pièce établie dans une langue qui n'est pas une langue de travail du Tribunal, à fournir une traduction de cette pièce.

Chapitre II : Organisation du Tribunal

Article 3

Composition du Tribunal

Le Tribunal siège soit en Assemblée Plénière soit en Chambre de trois membres.

Article 4

Assemblée Plénière

1. Le Tribunal se réunit en Assemblée Plénière au siège de la Banque pour
 - a) établir ou réviser le Règlement,
 - b) élire le Président et le Vice - Président du Tribunal,
 - c) nommer ou révoquer le Greffier du Tribunal,
 - d) se prononcer sur tout renvoi décidé par une Chambre, un tel renvoi s'imposant, notamment, en cas de revirement de jurisprudence,
 - e) approuver le rapport annuel établi par le Président du Tribunal.
2. L' Assemblée Plénière ne siège valablement que si quatre de ses membres au moins sont présents. En cas d'accord de tous les membres, les décisions peuvent être prises par voie de communication écrite ou par téléconférence.
3. Elle se prononce à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Article 5

Président du Tribunal

1. Le Président du Tribunal assure, avec le concours du Greffier, la gestion des affaires courantes du Tribunal.
2. Il préside les Assemblées Plénierées.
3. Il exerce, en outre, les fonctions que le Statut du Tribunal et le Règlement lui attribuent.

Article 6

Greffier du Tribunal

1. Sous l'autorité du Président du Tribunal, le Greffier du Tribunal assure le secrétariat du Tribunal.
2. Il assiste, sans voix délibérative, aux Assemblées Plénierées et aux séances des Chambres.
3. Il tient le procès-verbal de ces réunions.
4. Il exerce, en outre, les fonctions que le Règlement lui attribue et accomplit les travaux que le Président du Tribunal lui confie.

Article 7

Récusation

1. Les membres du Tribunal ou le Greffier doivent se récuser
 - a) dans les affaires intéressant directement leur personne, leur conjoint ou un de leurs ascendants ou descendants,
 - b) dans les affaires où ils ont agi précédemment à un autre titre, comme conseil, mandataire, expert ou témoin d'une partie,
 - c) s'il existe des circonstances de nature à leur donner l'apparence de prévention l'égard d'une des parties.
2. Celui qui se trouve dans un de ces cas en informe immédiatement le Président du Tribunal.

3. Les parties qui entendent récuser un membre du Tribunal ou le Greffier adressent une déclaration écrite et motivée au Greffier du Tribunal; cette déclaration doit être adressée, sous peine de forclusion, dans le délai de dix jours dès qu'elles ont connaissance d'un motif de récusation.

4. La décision, sommairement motivée, est prise, par voie de communication écrite, par une Chambre comprenant, sauf empêchement, le Président du Tribunal, le Vice-Président et le plus ancien en fonction des autres membres.

Chapitre III : Procédure

Article 8

Représentation des parties

1. Chaque partie peut en tout temps se faire assister ou représenter devant le Tribunal par un mandataire de son choix, habilité à représenter des parties en justice dans l'un des pays ou des zones monétaires dont la banque centrale est membre de la Banque.

2. Le mandataire doit justifier de ses pouvoirs par une procuration qui est jointe au dossier.

Article 9

Actes de procédure

1. Tous les actes destinés au Tribunal sont expédiés à l'adresse du Greffier du Tribunal en six exemplaires (ou en un nombre fixé par le Greffier) par pli recommandé ou par tout autre moyen de communication permettant l'authentification de l'expédition et admis par le Président de la Chambre.

2. Les décisions, les ordonnances, les jugements et les autres actes destinés aux parties sont adressés par le Greffier à chacune des parties ou à leurs mandataires par pli recommandé ou par tout autre moyen de communication permettant l'authentification de l'expédition et admis par le Président de la Chambre.

Article 10

Computation des délais

1. Dans la computation des délais, le jour à partir duquel le délai court n'est pas compté; lorsque le dernier jour tombe un samedi ou un dimanche, le délai expire le lundi suivant.

2. Les écrits doivent être expédiés à l'adresse du Greffier du Tribunal au plus tard le dernier jour du délai.

Article 11

Prolongation et restitution de délai

1. Les délais fixés par le tribunal peuvent être prolongés. Toute demande de prolongation doit être motivée et expédiée à l'adresse du Greffier selon les dispositions de l'article 9 du Règlement, avant l'expiration du délai en cause.

2. La restitution pour inobservation d'un délai ou pour défaut de comparution est accordée à la condition que le requérant rende vraisemblable que lui-même ou son mandataire ont été empêchés sans leur faute d'agir ou de comparaître en temps utile.

3. La restitution doit être demandée dans les dix jours à compter de celui où l'empêchement a cessé, l'acte omis devant être accompli dans ce même délai de dix jours.

Article 12

Introduction de l'instance

1. Sous peine de forclusion, sauf circonstances exceptionnelles relevant de l'appréciation du Tribunal au sens de l'article VI, alinéa 2 du Statut, la demande introductory d'instance est déposée auprès du Greffier du Tribunal dans le délai prévu dans l'article VII du Statut du Tribunal.
2. La demande, claire et complète, contiendra toute indication utile, en particulier :
 - a) le nom, le domicile et la fonction du demandeur et, le cas échéant, de son mandataire,
 - b) les conclusions de la demande,
 - c) un exposé des faits de la cause,
 - d) l'indication précise, pour chaque fait allégué, des preuves offertes,
 - e) le bordereau numéroté des pièces produites et la liste des autres moyens de preuve invoqués
 - f) l'énoncé des motifs juridiques de la demande
 - g) la signature du demandeur ou de son mandataire.

Le Président peut octroyer au demandeur un délai supplémentaire approprié pour compléter ou corriger une demande qui ne remplirait pas les conditions de cet alinéa.

3. Une copie de la requête préalable et, le cas échéant, de la décision du Directeur général sont jointes à la demande.

Article 13

Constitution de la Chambre

1. Après avoir reçu la demande, le Président du Tribunal détermine la composition de la Chambre en désignant les membres de la Chambre qui feront respectivement office de Président de la Chambre et de Juge Rapporteur.
2. La composition de la Chambre est communiquée aux parties.
3. La Chambre peut décider du renvoi devant l'Assemblée Plénière du Tribunal lorsque se pose une question de portée générale, notamment lorsqu'un changement de jurisprudence est envisagé.

Article 14

Recevabilité

1. La Chambre examine d'office la recevabilité de la demande et de tous actes de procédure.
2. Elle peut, sans débats, décider à l'unanimité, par voie de communication écrite, de ne pas examiner le fond de la demande si celle-ci est manifestement irrecevable ou manifestement abusive.
3. Le jugement d'irrecevabilité est motivé sommairement.

Article 15

Réponse

À moins qu'elle ne soit d'emblée jugée irrecevable, le Greffier communique la demande au défendeur en lui signifiant le délai imparti par le Président de la Chambre, qui ne sera pas inférieur à soixante jours pour répondre par écrit à la demande, présenter le cas échéant une demande reconventionnelle et produire les pièces.

Article 16

Tierce intervention

1. Si la procédure met directement en cause les intérêts de tierces personnes, le Président de la Chambre invite le Greffier à leur communiquer les pièces appropriées et leur impartit un délai pour présenter leurs observations et, le cas échéant, des conclusions en intervention.
2. Le Président de la Chambre fixe, le cas échéant, un délai aux parties pour prendre position sur les conclusions en intervention.

Article 17

Echange d'écritures

1. A la suite du dépôt de la réponse du défendeur, le Président de la Chambre impartit un délai au demandeur pour répliquer.
2. Dans le délai fixé par le Président de la Chambre, le défendeur pourra, à son tour, déposer une duplique.
3. Si la demande, la réponse, la réplique, la duplique, la demande reconventionnelle ou l'intervention d'un tiers soulève des problèmes complexes en fait ou en droit, le Président de la Chambre peut après consultation des autres membres de la Chambre ordonner un nouvel échange d'écritures.

Article 18

Suite de la procédure

1. Après l'échange des écritures, le Président de la Chambre consulte tant les membres de la Chambre que les parties ou leurs représentants sur l'opportunité de prévoir une ou plusieurs audiences. Celles-ci peuvent être organisées par un moyen de communication désigné par le Président de la Chambre (par exemple par voie d'une téléconférence).
2. S'il y a lieu, le Président de la Chambre rend une ordonnance portant la date et le lieu de l'audience, les preuves qui seront administrées et le temps réservé pour les plaidoiries.

Article 19

Administration des preuves

1. Les parties, si leur comparution a été ordonnée, les témoins et les experts sont interrogés par la Chambre. Les parties peuvent poser des questions aux témoins et experts, sous le contrôle du Président de la Chambre.
2. Avant de faire sa déposition, chaque témoin est invité à faire la déclaration suivante : « Je déclare solennellement sur mon honneur et conscience que je dirai la vérité, toute la vérité et rien que la vérité ».
3. Avant de faire son rapport, chaque expert est invité à déclarer qu'il s'exprime en toute indépendance et impartialité.
4. La Chambre peut exclure les moyens de preuve qu'elle juge sans pertinence ou sans valeur probatoire. Elle peut limiter les preuves testimoniales lorsqu'elle considère que les documents produits suffisent à établir les faits.
5. La Chambre peut exiger en tout temps la production de documents ou d'autres éléments de preuve.
6. La Chambre apprécie librement les preuves.

Article 20

Proposition transactionnelle

Le Président de la Chambre peut en tout temps soumettre aux parties une proposition transactionnelle.

Article 21

Audience

1. Le Président de la Chambre dirige l'audience. Le Greffier tient le procès-verbal du déroulement de la procédure à l'intention de la Chambre.
2. Chaque partie, de même que tout membre de la Chambre, peut demander l'aide d'un interprète fourni par la Banque.
3. Lorsqu'elle l'estime nécessaire, la Chambre peut procéder elle-même à nouveau à l'audition des parties ou de certains témoins; elle peut aussi administrer de nouvelles preuves.
4. La parole est ensuite donnée aux parties. Avec l'accord du Président de la Chambre, chaque partie peut s'exprimer dans une langue qui n'est pas une langue de travail du Tribunal au sens de l'article 2 alinéa 1 du présent Règlement de Procédure.
5. A titre exceptionnel, le Président de la chambre peut autoriser les parties à déposer, simultanément, des mémoires postérieurs à l'audience.

Article 22

Délibéré

1. Après la clôture des débats, le juge rapporteur présente à l'intention des membres de la Chambre un rapport écrit sous la forme d'un projet de jugement motivé.
2. La Chambre délibère et vote en secret.
3. Elle se prononce à la majorité absolue de ses membres sur chacun des éléments du dispositif et, en cas de besoin, sur les principaux motifs de son jugement. En cas de partage, la voix du Président de la Chambre est prépondérante.

Chapitre IV : Jugement

Article 23

Pouvoirs d'examen et de décision

1. Le Tribunal n'est pas lié par les motifs que les parties ont invoqués.
2. Il se prononce sur sa propre compétence et statue sur le fond en annulant ou modifiant, le cas échéant, la décision attaquée.
3. Il peut rendre des jugements interlocutoires.

Article 24

Expédition du jugement

1. Le juge rapporteur ou le Greffier établit le texte complet du jugement, comprenant la composition de la Chambre, les constatations de fait, l'énoncé des conclusions des parties, les motifs juridiques et le dispositif.

2. Par voie de communication écrite, ce texte est soumis à l'approbation des membres de la Chambre.
3. Un exemplaire du texte définitif du jugement, signé par le Président de la Chambre et le Greffier, est notifié à chacune des parties et, s'il y a lieu, à d'autres personnes conformément à l'article XIII, al. 2 du Statut.
4. L'original du jugement et le dossier de procédure sont déposés aux archives de la Banque.

Article 25

Décisions

1. Les jugements du Tribunal sont définitifs et sans appel.
2. Ils sont exécutoires dès leur notification aux parties.
3. Demeurent réservées les dispositions sur la révision ou l'interprétation des jugements.

Article 26

Requête d'annulation et, de révision, du jugement

1. Chaque partie peut requérir
 - a) dans le délai de trente jours dès réception du jugement motivé, l'annulation du jugement lorsque les dispositions du Règlement concernant la composition de l'Assemblée Plénière ou d'une Chambre n'ont pas été observées ou lorsque la Chambre a accordé sans droit à une partie soit plus que ce qu'elle a demandé ou autre chose, soit moins que ce que la partie adverse a reconnu lui devoir ou
 - b) la révision du jugement dans le délai de quatre-vingt-dix jours dès la découverte du motif de révision, un tel motif consistant en de faits nouveaux susceptibles, s'ils avaient été connus lors des débats, d'avoir eu une influence décisive sur le contenu du jugement et venus à la connaissance du demandeur postérieurement au jugement rendu par le Tribunal.
2. Sous peine d'irrecevabilité, la requête indique le motif de l'annulation ou de la révision et précise, dans le cas de révision, en quoi le jugement doit être modifié.
3. La Chambre statue sur la requête par voie de communication écrite, en principe sans débats, mais après un échange d'écritures; en cas d'admission de la requête, elle statue au fond selon la procédure ordinaire. Elle peut tenir compte de la nécessité de mettre fin au litige.

Article 27

Requête de rectification et d'interprétation du jugement

1. Chaque partie peut, dans le délai de trente jours dès réception du jugement motivé, requérir sa rectification ou son interprétation lorsque le dispositif du jugement est peu clair, incomplet ou équivoque, lorsque le dispositif du jugement contient des éléments contradictoires ou lorsque le jugement contient des fautes manifestes de rédaction ou de calcul (après avoir entendu les parties, le Tribunal peut rectifier d'office tout jugement qui contiendrait une faute manifeste de rédaction ou de calcul).
2. Sous peine d'irrecevabilité, la requête indique le motif de la rectification ou de l'interprétation et précise en quoi le jugement doit être modifié.
3. La Chambre statue sur la requête par voie de communication écrite, en principe sans débats, mais après un échange d'écritures; en cas d'admission de la requête, elle statue au fond selon la procédure ordinaire.

Chapitre V : Mise en vigueur

Article 28

Entrée en vigueur

Adopté en Assemblée Plénière le 2 décembre 2003 le présent règlement dans ses versions originales en langue française et anglaise est entré en vigueur à cette date.

Le Greffier du Tribunal

Felix Heusler

Le Président du Tribunal

Jacques-Michel Grossen